



Le travail im/mobile : circulations, dépendance et droits des travailleuses et travailleurs subalternes

Numéro thématique coordonné par

Ferruccio Ricciardi (CNRS/LISE) et Beatrice Zani (CNRS/LISE)

Ce numéro thématique interroge la façon dont les travailleuses et travailleurs subalternes sont affectés par l'im/mobilité, c'est-à-dire les multiples assemblages spatio-temporels qui contraignent et délimitent simultanément leur mouvement et leurs pratiques de mobilité. L'enjeu est de repenser le travail comme le produit de la tension entre mobilisation de la main-d'œuvre, restriction de ses mouvements et agentivité des travailleuses et travailleurs. Face aux contraintes à la fois de mobilité et de fixation qui pèsent sur cette main-d'œuvre en circulation dans des espaces et temps pluriels, il s'agit d'éclairer plusieurs questions : les modalités d'institution de la dépendance dans les relations de travail (statuts, contrats, relations personnelles, endettement) ; les dispositifs de bridage (matériels, juridiques, spatiaux, numériques) ; les formes de résistance déployées afin d'obtenir des droits, des avantages ou des moyens de compensation (fuites, stratégies plurielles de retrait, négociations). La mobilité et son corollaire, l'immobilité, constituent ici un champ de bataille où s'affrontent et se recomposent les logiques de coercition, de contrôle, de mobilisation et d'engagement ainsi que les aspirations à l'autonomie des travailleuses et travailleurs les plus fragiles.

Mots-clés : Mobilité, Immobilité, Travail subalterne, Circulations, Dépendance, Droits

This special issue examines how subaltern workers are affected by im/mobility, understood as the multiple spatio-temporal assemblages that simultaneously constrain and delimit their movement and mobility practices. The aim is to rethink work as the product of a tension between the mobilisation of labour, the restriction of workers' movements, and the agency of workers themselves. In light of the combined constraints of mobility and fixity weighing on a workforce circulating across plural spaces and times, this special issue seeks to answer several questions: the ways in which dependence is instituted within employment relations (statuses, contracts, personal relationships, indebtedness); the constraint devices (material, legal, spatial, digital devices); and the forms of resistance deployed to obtain rights, benefits, or means of compensation (running away, multiple strategies of withdrawal, negotiations). Mobility and its corollary, immobility, are thus conceived as a battlefield on which logics of coercion, control, mobilisation, and engagement confront and are reconfigured alongside the aspirations to autonomy of the most vulnerable workers.

Keywords: Mobility, Immobility, Subaltern Labour, Circulations, Dependence, Rights

Modalités de réponse et calendrier

Les propositions d'articles, d'un volume total compris entre 65000 et 75000 signes, sont attendues le **1^{er} septembre 2026** au plus tard. Les articles seront entièrement anonymisés selon les modalités exposées sur le site internet de la revue, les coordonnées des auteurices étant renseignées séparément, dans le formulaire de soumission disponible à la même adresse : <https://www.sociologiedutravail.org/Proposer-un-article>.

Les articles feront l'objet d'une évaluation anonyme selon la procédure en vigueur au sein du comité de rédaction de *Sociologie du travail*. Les échéances pour d'éventuels remaniements des articles retenus seront précisées au cours des différentes étapes du processus. La parution du numéro spécial est prévue au premier semestre 2028.

La sélection des contributions et leur évaluation étant anonymes, les auteurices ne doivent pas contacter les coordinateurices du numéro ni les membres du comité de rédaction, mais bien soumettre leurs articles via le site internet de la revue.

« Mobility is everywhere », écrivaient en 2010 Silvia Schultermandl et Sebnem Toplu dans un essai sur l'identité fluide des sociétés contemporaines. Depuis une trentaine d'années, la mobilité s'est imposée comme une catégorie incontournable pour penser le monde social contemporain (Cresswell, 2006 ; Urry, 2007). Marcher, voyager, travailler, se rencontrer : nos existences semblent désormais organisées autour de multiples formes de mouvement. Le « tournant de la mobilité » (Urry, 2001) a ainsi défié les sciences sociales en brisant leurs postulats spatio-temporels fondés sur l'ancrage territorial, la fixité et la sédentarité, pour placer le mouvement au cœur de l'analyse.

Or, les crises multiples des deux dernières décennies — le choc financier de 2008, la crise migratoire de 2015, la pandémie de COVID-19, les conflits grandissants dans plusieurs régions du monde, la crise écologique, parmi d'autres — ont rendu visibles les asymétries de la mobilité. Elles ont révélé dans quelle mesure les flux de personnes, de marchandises, d'informations et de capitaux reposent sur des infrastructures et des ressources inégalement accessibles et différemment contraignantes, tout en posant la question de la « justice de la mobilité » (Sheller, 2018). La pandémie, par exemple, a mis en évidence cette valence inégale de la mobilité : elle est source de privilège et de flexibilité pour certain·es (les cadres et les professions qualifiées), expérience de contrainte, de précarité ou d'exclusion pour d'autres (les travailleuses et travailleurs dit·es « essentiel·les »). Ces situations ont attiré l'attention sur la condition des travailleuses et travailleurs subalternes, à la fois marginaux et fondamentaux, qui sont au cœur des inégalités liées à la condition mobile. Dans ce dossier thématique, on s'intéresse spécifiquement aux expériences et pratiques d'im/mobilité de ces travailleuses et travailleurs qui, dans une acception gramscienne, non seulement occupent une position de rang inférieur dans les hiérarchies économiques, sociales et professionnelles, mais sont souvent privé·es d'une voix autonome (Liguori, 2016 ; Spivak 2020).

Dans le sillage de la réflexion menée par les anthropologues Nina Glick Schiller et Noel Salazar (2013), il s'agit ici de prendre au sérieux la dialectique mobilité/immobilité. En effet, mobilité et immobilité ne constituent pas des catégories s'excluant mutuellement (Salazar et Smart, 2011 ; Schewel, 2020). Au contraire, elles s'inscrivent dans un continuum de dépendance et d'autonomie (Salazar, 2021), ainsi que dans l'entrelacement de pratiques, de statuts et de positions sociales. Par exemple, on peut être affecté·e par la migration sans forcément expérimenter le déplacement physique, comme c'est le cas des enfants dont les mères ont émigré dans un autre pays et qui font les frais dudit *care drain* (Lutz et Palenga-Möllenbeck, 2012). Les apports de l'historiographie visant à repenser les migrations (Green, 2002) ont également insisté sur l'imbrication des mobilités et des immobilités, en montrant que les mobilités spatiales sont à la fois différenciées, hiérarchisées, réglementées et connotées dans l'espace et dans le temps, et qu'elles peuvent concerner aussi les personnes qui ne bougent pas, par exemple dans les relations de genre et dans la division sexuée du travail (Severin-Barboutie, 2026). Loin d'être une simple question de géographie, l'im/mobilité exprime un conflit de légitimité, révélant les hiérarchies sociales et spatiales à l'œuvre dans la définition d'un ordre moral et politique à la fois local et global (Schmoll, 2025).

Les enjeux liés à la question de la mobilité de la main-d'œuvre et, parallèlement, de sa fixation, sont au cœur de nombreux travaux. Le courant d'histoire globale du travail a, par exemple, mis

l'accent sur la façon dont les circulations transnationales des travailleuses et travailleurs ont participé à la fabrication d'une variété de régimes de travail qui ne sont nullement réductibles au modèle salarial développé dans l'occident industrialisé, en soulignant la multiplication et la coexistence de ces régimes (par exemple entre travail libre et non libre), ainsi que leurs connections notamment dans les espaces impériaux (Van der Linden, 2008). Dans un horizon pluridisciplinaire, les *Mobility Studies* (Hannam *et al.*, 2006 ; Sheller et Urry, 2006) ont élargi le spectre d'analyse aux dynamiques d'interaction entre individus, objets et idées, en faisant des migrations de travail une des composantes, parmi d'autres, des mobilités globales. Tout en formulant une critique serrée au « paradigme migratoire », elles promeuvent une approche davantage inclusive susceptible d'englober d'autres modalités de mouvement qui ont été historiquement sous-représentées (les mobilités dans le Sud global, les mobilités postcoloniales, les mobilités produites par les subjectivités féminines, etc.). De leur côté, les spécialistes de la logistique ont mis en avant le rapport entre mobilité, travail et droits (De Vito et Sacchi Landriani, 2020), en soulignant comment, par exemple dans le cas des entrepôts d'Amazon, la mobilisation de ces travailleuses et travailleurs s'accompagne d'une démobilitation des droits (Massimo 2024).

Dans cette perspective, l'oscillation permanente entre mouvement et immobilisation façonne le périmètre de l'action et redéfinit sans cesse les rapports sociaux, économiques et politiques dans les relations de travail. Cette articulation est particulièrement parlante pour l'étude des expériences de précarité et de vulnérabilité dans les mondes du travail qui, elles, donnent à voir les modalités d'institution de la dépendance et ses multiples déclinaisons (Bernardi *et al.*, 2023 ; Bernardi *et al.*, 2024).

Axe 1. Instituer la dépendance : coercition, consentement, droits

En mettant l'accent sur la multiplicité des formes de travail et des régimes de mobilité ainsi que sur leur articulation étroite, on s'intéresse dans cet axe aux modes de fabrication de la dépendance dans les relations de travail (Ricciardi, 2024). La question de l'im/mobilité — qui traverse historiquement les dispositifs statutaires et contractuels, les normes légales, les politiques publiques et aussi les revendications des travailleuses et travailleurs — est ici un prisme pour analyser les régimes de travail contraint dans des temps et des espaces pluriels. Des serfs aux *coolies*, des marins engagé·es de force aux travailleuses et travailleurs migrants du Golfe et aux *seafarers* des flottes mondialisées, la main-d'œuvre mobile a toujours fait l'objet de régulation, de surveillance et aussi de sanction (van der Linden, 2008 ; Stanziani, 2020 ; Veron, 2024 ; Zani et Chang, 2026). L'enjeu est de repenser le travail contraint non comme un résidu du passé, mais comme une condition structurelle du capitalisme contemporain, produite par la tension entre mobilisation de la main-d'œuvre, restriction de ses mouvements et agentivité des travailleuses et travailleurs. Il s'agit en même temps de mettre au jour les différentes formes de « salariat bridé », c'est-à-dire les modalités de bridage de la main-d'œuvre combinant dispositifs juridiques, économiques et politiques divers, du servage à l'endettement (Moulier Boutang, 1998), en se focalisant sur les multiples configurations de la dépendance qui affectent les travailleuses et travailleurs à la fois subalternes et mobiles.

Les contributions dans cet axe pourront ainsi traiter plusieurs questions : comment se définissent les formes anciennes et contemporaines de la dépendance dans des situations de coercition au travail (travail forcé, endettement, contrats contraignants, etc.) ? Comment le contrôle de la mobilité façonne-t-il le consentement des travailleuses et travailleurs et, en même temps, participe-t-il des pratiques d'adhésion et d'engagement de la main-d'œuvre ? Comment les logiques de délocalisation et de sous-traitance définissent-elles, affectent-elles et reconfigurent-elles les formes de dépendance ? Dans quelle mesure ces relations de travail foncièrement asymétriques donnent-elles accès à des droits ou à d'autres formes de contrepartie ou récompense en lien avec les pratiques de la mobilité ? Plus généralement, comment les politiques publiques, les marchés du travail et les régimes juridiques articulent-ils circulation, coercition et dépendance ?

Axe 2. Gouverner la mobilité du travail : sites, dispositifs, infrastructures

Ce deuxième axe interroge les instruments matériels, juridiques, spatiaux et numériques qui encadrent et gouvernent la mobilité des travailleuses et travailleurs. Au-delà d'une analyse centrée sur le mouvement physique, ce questionnement permet de réfléchir au mouvement potentiel, au mouvement bloqué, voire à l'immobilisation (Adey *et al.*, 2014). Dans la lignée des travaux sur la *migration infrastructure* (Xiang et Lindquist, 2014), les *migration industries* (Gammeltoft-Hansen et Nyberg Sørensen, 2013) et les « géographies coercitives » (Heinsen *et al.*, 2020), il s'agit de comprendre comment les États, les entreprises, les intermédiaires et les technologies produisent des régimes différenciés d'im/mobilité. Les dispositifs de surveillance (livrets ouvriers, visas, laissez-passer et autres documents administratifs, algorithmes de plateformes, outils de géolocalisation, etc.), les technologies logistiques et les infrastructures de circulation (ports, hubs, routes, aéroports, zones franches, etc.), les sites de production (chantiers, plantations, usines, entrepôts, navires) et les lieux liminaires qui brisent le mouvement (frontières, centres de détention, camps de réfugiés, etc.) participent, chacun à sa façon, à la fabrication d'un régime de travail fondé sur la disponibilité, la mobilisation sous contrainte de la main-d'œuvre, ainsi que sur sa discipline. Ces dispositifs forment les architectures invisibles d'un capitalisme de la circulation, qui sélectionne, oriente et canalise la main-d'œuvre, la met au travail et la discipline, ou alors l'exclut du travail.

Les propositions s'inscrivant dans cet axe pourront aborder plusieurs questions : comment ces dispositifs matériels et immatériels de gouvernance de la mobilité agissent-ils sur les processus de mise au travail ? Comment ces infrastructures de la mobilité donnent-elles à voir, produisent-elles, cristallisent-elles et/ou estompent-elles les inégalités selon les statuts, les positions sociales, la race ou encore le genre ? Comment l'analyse spatiale du travail et de son agencement permet-elle de saisir les relations de travail et leurs transformations ? Comment les biographies et les parcours professionnels évoluent-ils et se diversifient-ils en fonction de la pluralité des dispositifs de mise au travail, de contrôle et de surveillance de la main-d'œuvre ?

Axe 3. Contester l'im/mobilité : fuites, stratégies, agentivités

Le troisième axe s'attache aux formes de résistance face aux contraintes de mobilité et d'immobilisation. En mobilisant les notions de « continent de la fuite » (Moulier Boutang, 1998), de « droit de fuite » (Mezzadra, 2001) ou encore de « fuite libératrice » (Cockel *et al.*, 2024), il s'agira d'explorer les pratiques de désengagement, de désertion, de mobilité choisie ou de retrait volontaire — qu'il s'agisse de la « grande démission » occidentale ou du « retour au pays » des migrant·es du Sud, des mobilités transnationales non autorisées, de la sortie du travail formel pour « travailler dans l'ombre » (Ambrosini, 1999 ; Tarrus, 2015), des stratégies d'évitement face à la surveillance algorithmique ou, plus simplement, des ruptures du contrat de travail.

Le capitalisme reposant sur sa capacité à mobiliser, déplacer et retenir la main-d'œuvre, le contrôle de la mobilité constitue à la fois une condition de la production et un instrument de la domination, comme le montrent les études récentes sur les chaînes de production globalisées qui s'appuient sur l'exploitation intensive des travailleuses et travailleurs les plus vulnérables (Anner, 2015) dans les entreprises électroniques de la Chine côtière (Pun, 2005 ; Zani, 2022) tout comme dans les entrepôts Amazon en Californie du Sud (Struna, 2015) ou dans le secteur de la logistique maritime globalisée (Schober, 2022 ; Flécher, 2023). Les circulations territoriales, les infrastructures logistiques, les statuts administratifs ou encore les technologies de surveillance dessinent de nouvelles géographies du travail et réinventent les formes de contrôle de la mobilité (Tazzioli, 2020). Mais ces situations donnent également lieu à des pratiques d'opposition, de contournement et de fuite : stratégies de retrait, négociations du consentement, absentéisme, défections ou migrations (Mezzadra, 2001 ; Rediker *et al.*, 2019). En somme, la mobilité, qu'elle soit en acte ou en puissance, constitue un champ de bataille où s'affrontent et se recomposent les logiques de coercition et les aspirations à l'autonomie des travailleuses et travailleurs (Peano et Sacchi Landriani, 2023). Ainsi, cet axe vise à documenter les stratégies sociales, économiques et morales — visibles, invisibles ou discrètes — qui se déploient à la frontière du travail libre et du travail contraint, de la dépendance et de l'autonomie, là où l'im/mobilité devient une manière de repolitiser le travail, d'en négocier les conditions et de revendiquer les droits qui y sont associés.

Les contributions pourront examiner plusieurs aspects liés à cette question : comment la fuite, l'absentéisme ou la défection deviennent-elles des formes d'action collective et de négociation pour modifier les conditions de travail — en termes de salaires, de compensations non monétaires, de traitements, etc. (Rossum, 2018 ; Rediker *et al.*, 2019) ? Dans quelle mesure les agentivités de l'im/mobilité, c'est-à-dire les manières dont les travailleuses et travailleurs transforment la contrainte à la mobilité ou à l'immobilisation en ressource, agissent-elles sur les relations de travail (Salazar, 2021 ; Bernardi, 2022) ? Comment l'ancrage spatial des luttes influence-t-il les stratégies et les subjectivités des travailleuses et travailleurs ? Comment ces stratégies parviennent-elles à réinventer des communautés d'entraide et de solidarité dans des espaces marginaux, confinés et/ou précarisés ?

Références

- Adey, P., Bissell, D., Hannam, K., Merriman, P., Sheller, M. (dir.), 2014, *The Routledge Handbook of Mobilities*, Routledge, London and New York.
- Ambrosini, M., 1999, « Travailler dans l'ombre. Les immigrés dans l'économie informelle », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 15, n° 2, p. 95-121.
- Anner, M., 2015, « Labor control regimes and worker resistance in global supply chains », *Labor History*, vol. 56, n° 3, p. 292-307.
- Bernardi, Claudia, 2022, « Taming the Mobility and Immobility Dilemma in Labour History: A Short Introduction », *Annals of the Fondazione Luigi Einaudi*, LVI, p. 3-11.
- Bernardi, C., Shahid, A., Özbek, M., 2023, « Reconsidering Labor Coercion through the Logics of Immobility and its Environment », *Labor History*, vol. 64, n° 6, p. 659-675.
- Bernardi, C., Müller, V. F., Vilhelmson, V. (dir.), 2024, *Moving Workers: Historical Perspectives on Labour, Coercion and Im/mobilities*, De Gruyter Oldenburg, Berlin.
- Cockel, I., Zani, B., Parhusip, J. S., 2023, « “There will be no law, or people to protect us”: Irregular Southeast Asian seasonal workers in Taiwan before and during the pandemic », *Journal of Agrarian Change*, vol. 23, n° 3, p. 634-644.
- Cresswell, T., 2006, *On the Move: Mobility in the Modern Western World*, Routledge, London and New York.
- De Vito, C., Sacchi Landriani, M. (dir.), 2020, « Logistica delle migrazioni », *Quaderni di Scienza & Politica*, n° 11 (numéro spécial).
- Flécher, C., 2023, *À bord des géants des mers. Ethnographie embarquée de la logistique globalisée*, La Découverte, Paris
- Gammeltoft-Hansen, T., Nyberg Sørensen, N. (dir.), 2013, *The Migration Industry and the Commercialization of International Migration*, Routledge, London and New York.
- Glick Schiller, N., Salazar, N. B., 2013, « Regimes of Mobility Across the Globe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n° 2, p. 183-200.
- Green, L. N., 2002, *Repenser les migrations*, Presses universitaires de France, Paris.
- Hannam, K., Sheller, M., Urry, J., 2006, « Mobilities, Immobilities and Moorings », *Mobilities*, vol. 1, n° 1, p. 1-22.
- Liguori, G., 2016, « Le concept de subalterne chez Gramsci », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, vol. 128, n° 2, en ligne : <http://journals.openedition.org/mefrim/3002>.
- Lutz, H., Palenga-Möllnbeck, E., 2012, « Care workers, care drain, and care chains: Reflections on care, migration, and citizenship », *Social Politics*, vol. 19, n° 1, p. 15-37.
- Massimo, F. S., 2024, « Mobilising work and demobilising labour under contemporary monopoly capitalism: A comparative study of the labour process and industrial relations in Amazon's logistic network », Thèse de doctorat en sociologie, Institut d'études politiques de Paris.
- Mezzadra, S., 2001, *Diritto di fuga: Migrazioni, cittadinanza, globalizzazione*, Ombre Corte, Verona.
- Moulier Boutang, Y., 1998, *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Presses universitaires de France, Paris.
- Peano, I., Sacchi Landriani, M., 2023, « Lavoro, mobilità, migrazioni. Ripartire dal concetto di salariato imbrigliato », *Cartografie sociali. Rivista di sociologia e scienze umane*, vol. VIII, n° 15, p. 7-19.
- Pun, N., 2005, *Made in China: Women factory workers in a global workplace*, Duke University Press, Durham.
- Rediker, M., Chakraborty, T., Rossum, M. van (dir.), 2019, *A Global History of Runaways: Workers, Mobility, and Capitalism, 1500–1850*, University of California Press, Berkeley.

- Ricciardi, F., 2024, « Im/mobilité », in Bureau, M.-C., Corsani, A., Giraud, O. (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi*, Tome 2, Teseo Press, Buenos Aires, p. 113-122.
- Rossum, M. van, 2018, « Desertion », in Hoffmeister, K., van der Linden, M. (dir.), *Handbook of Global History of Work*, De Gruyter, Berlin, p. 505-520.
- Salazar, N. B., 2021, « Immobility: The relational and experiential qualities of an ambiguous concept », *Transfers*, vol. 11, n° 3, p. 3-21.
- Salazar, N. B., Smart, A., 2011, « Anthropological takes on (im) mobility », *Identities*, vol. 18, n° 6, p. i-ix.
- Schewel, K., 2020, « Understanding Immobility: Moving Beyond the Mobility Bias in Migration Studies », *International Migration Review*, vol. 54, n° 2, p. 328-355.
- Severin-Barboutie, B. (2026, à paraître), « “Follow the people”. Approches récentes dans l'étude historique des mobilités humaines et leur potentiel épistémologique », in Sebaux, G., Demesmay, C. (dir.), *Mobilités émancipatrices. Le potentiel des rencontres internationales de jeunes en contexte interculturel*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.
- Schmoll, C., 2025, *Chacun sa place. Une géographie morale des mobilités*, CNRS Éditions, Paris.
- Schober, E., 2022, « Working the supply chain: Towards an anthropology of maritime logistics », in Kasmir, S., Gill, L. (dir.), *The Routledge Handbook of the Anthropology of Labor*, Routledge, London and New York, p. 191-200.
- Schultermandl, S., Toplu, S., 2010, « Introduction: Mobility and the Challenges of Home and Migration », in Schultermandl, S., Toplu, S. (dir.), *A Fluid Sense of Self: The Politics of Transnational Identity*, LIT Verlag, Wien, p. 11-24.
- Sheller, M., 2018, *Mobility Justice: The Politics of Movement in an Age of Extremes*, Verso Books, New York.
- Sheller, M., Urry, J., 2006, « The New Mobilities Paradigm », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 38, n° 2, p. 207-226.
- Spivak, G. C., 2020, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Éditions Amsterdam, Paris.
- Stanziani, A., 2020, *Les Métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale XVIe–XIXe siècle*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Struna, J. Y., 2015, *Handling globalization: Labor, capital, and class in the globalized warehouse and distribution center*, University of California Press, Riverside.
- Tarrius, A., 2015, *Étrangers de passage : poor to poor, peer to peer*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- Tazzioli, M., 2020, *The Making of Migration: The Biopolitics of Mobility at Europe's Borders*, Sage, London.
- Urry, J., 2001, *Sociology Beyond Societies: Mobilities for the Twenty-First Century*, Routledge, London and New York.
- Urry, J., 2007, *Mobilities*, Polity Press, Cambridge.
- van der Linden, Marcel, 2008, *Workers of the World: Essays toward a Global Labor History*, Brill, Amsterdam.
- Veron, D., 2024, *Le travail migrant, l'autre délocalisation*, La Dispute, Paris.
- Xiang, B., Lindquist, J., 2014, « Migration Infrastructure », *International Migration Review*, vol. 48, suppl. 1, p. 122-148.
- Zani, B., Chang, Y. (2026, à paraître), « Globalized labor regimes of the Asian fish supply chain: Migrants' laboring experiences, precarity and gray zones of work », in Lafaye de Micheaux, E., Parisse, M., Lequeux, S. (dir.), *New Labor Regimes in Southeast Asia*, Springer, London.
- Zani, B., 2022, *Women Migrants in Southern China and Taiwan: Mobilities, Digital Economies and Emotions*, Routledge, London and New York.